

Après 100 jours du règne de Doug Ford : il faut paralyser la province pour mettre fin aux compressions!

Les conservateurs de Doug Ford sont au pouvoir depuis plus de 100 jours, et leur programme politique, qui s'en prend à la classe ouvrière et aux pauvres, est déjà en plein déploiement. En trois mois à peine, il a réduit le financement en santé mentale, annulé un fonds destiné aux travaux de réparation des écoles, privatisé la vente de cannabis, annulé le projet pilote sur le revenu minimal garanti, et proposé d'annuler le projet de loi 148 et, par la même occasion, de geler le salaire minimum.

Gel du salaire minimum et annulation du projet de loi 148

Après une longue lutte, les travailleurs et travailleuses, les syndicats et leurs alliés ont réussi à obtenir du gouvernement de Kathleen Wynne qu'il apporte des améliorations aux salaires et aux conditions de travail. En adoptant le projet de loi 148, le gouvernement précédent a mis en place la hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure d'ici à 2019, l'égalité salariale pour un travail de valeur égale, le congé payé en cas de situation d'urgence et la prolongation du congé annuel, entre autres. Cette victoire a été remportée grâce à une mobilisation à grande échelle soutenue par la campagne « Fight for \$15 and Fairness » (15 \$ l'heure et égalité). Le 1^{er} janvier 2018, plus de 600 000 travailleurs et travailleuses ont vu leur salaire horaire augmenter à 14 \$, et un nombre encore plus grand a bénéficié des autres mesures prévues par la loi.

À la fin de septembre, le gouvernement Ford a annoncé qu'il imposerait un gel du salaire minimum à 14 \$ l'heure. Et le 2 octobre, Doug Ford lui-même a promis de se débarrasser du projet de loi 148, déclarant que son gouvernement l'annulerait et veillerait à protéger les travailleurs et travailleuses à faibles salaires. Pour Doug Ford, dire en même temps une chose et son contraire peut sans doute être divertissant dans le cadre d'une soirée-bénéfice en compagnie de ses amis du milieu des affaires. Toutefois, ce sont les travailleurs et travailleuses de l'Ontario qui subiront au quotidien les véritables conséquences de ce double discours.

À la défense des gens ordinaires, vraiment?

Doug Ford déclare que son gouvernement travaille « pour les gens ordinaires », mais si on fait abstraction de ses propos tonitruants pour s'intéresser uniquement aux gestes qu'il pose, on voit clairement qu'il s'adresse au patronat.



Le Conseil canadien du commerce de détail, qui regroupe des dirigeants d'entreprises telles que Wal-Mart, Canadian Tire et Loblaw, exercent des pressions intenses sur le gouvernement pour qu'il déchire le projet de loi 148. Il semble que, pour Galen Weston et ses amis, une fortune évaluée à plus de huit milliards \$ ne soit pas suffisante. Ils veulent faire annuler ce projet de loi pour faire grossir leur compte en banque, et le gouvernement les écoute.

Les conservateurs de Doug Ford imposent à la classe ouvrière ontarienne de se serrer la ceinture pour pouvoir en donner plus aux riches tout en prétendant représenter les gens ordinaires. Seul un mouvement de travailleuses et travailleurs, syndiqués ou non, peut leur barrer la route.

Notre force : notre unité

Si nous voulons vivre dans une province, ou un pays, qui défend les intérêts des travailleurs et travailleuses, nous devons y jouer un rôle actif. Attendre encore quatre ans avant les prochaines élections n'est pas une solution envisageable. Les compressions budgétaires sont bel et bien réelles, et les souffrances qu'elles entraînent le sont tout autant. Nous devons contester le pouvoir de Doug Ford et des riches pour qui il travaille. Pour ce faire, il faut mobiliser nos lieux de travail, bâtir des liens de solidarité durables avec les travailleuses et travailleurs non syndiqués et regrouper nos luttes par les actions collectives, y compris l'occupation des lieux et la grève, faute de quoi, le gouvernement Ford et le patronat vont poursuivre leurs attaques.

Joignez-vous au mouvement de contestation. Proposez au conseil du travail de votre région d'adopter des résolutions demandant que des gestes fermes soient posés pour dénoncer ces compressions. Dans votre section locale, formez un comité de mobilisation autour de la campagne « Fight for \$15 and Fairness » et rendez-vous au www.15andfairness.org pour y prendre part.

Ensemble, les travailleuses et travailleurs ont le pouvoir de gagner!

Solidarité dans la lutte,

Mark Evard, Directeur national
Région du centre

Sanjay Sapra, Directeur national
Région du Toronto métropolitain

Tom Garbatt, Directeur national
Région de l'Ontario

